

cigale n°3

huit pages de démocratie culturelle

Conception graphique et photos : Pascal Colrat, assisté de Stéphane Larroze

Remerciements : Alice Imbault

Contact pcf culture : Laurent Klajnbaum - lkajnbbaum@pcf.fr

Tél : 06 07 33 87 20 - <http://www.pcf.fr/culture>

Imprimé par Public Imprim

juillet août 06 Parti communiste français



RÊVE GÉNÉRALE

Les luttes populaires sont toujours un intense moment d'effervescence et de créativité sociale.

Souvenons-nous de 1936, de ces occupations d'usines, de ces bals populaires, de ces chansons rebelles et de ces films militants !

Souvenons-nous des manifestations contre le CPE, de ces étudiants bariolés d'autocollants, de ces couleurs où éclataient ces mots : RÊVE GÉNÉRALE !*

Oui, rêve générale, voilà sans doute deux mots qui unissent culture et politique.

Face à toutes les souffrances sociales dans la société, face à cette droite hautaine et agressive, face à cette idéologie libérale qui réduit toute la richesse de nos vies, notre peuple résiste; et si les « politiques » ne lui font pas défaut, il construit du nouveau, il transforme la société.

Notre rôle de militants est bien de contribuer à cette « rêve générale ». Nos rêves, nous les concrétisons dans notre révolte. Nos utopies, elles prendront corps dans notre combat politique quotidien ! Rien ne nous oblige à suivre le scénario que d'autres ont rédigé pour nous : la marchandisation de la vie n'est pas la fin de l'histoire; il n'est écrit nulle part qu'une étroite minorité doit concentrer tous les pouvoirs de notre société. Mais la pièce dont nous rêvons, elle ne s'improvisera pas !

Nous le savons bien : c'est l'imagination au pouvoir qui permet de faire avancer le combat pour l'émancipation humaine. C'est pourquoi les communistes portent aujourd'hui, dans le combat des idées, toute une série de propositions visant à rendre aux hommes et aux femmes de ce pays la maîtrise de leurs vies. Et c'est pour concrétiser cette ambition que nous voulons contribuer à rassembler largement toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent aujourd'hui dans ce combat antilibéral, dans les villes et les campagnes, au sein de comités locaux, unitaires et populaires.

« Maîtriser sa vie », c'est l'aspiration et la recherche de chacun et de chacune. Cela passe par des conditions d'existence garanties et l'exercice de droits reconnus. C'est tout l'enjeu du conflit, dit des intermittents. Leur avenir de professionnel est aujourd'hui menacé et cela met en péril les conditions même de la création.

« Maîtriser sa vie », c'est un gage d'émancipation de chacun et de tous, c'est la condition d'une véritable démocratie culturelle.

C'est là toute l'ambition des communistes, de toutes celles et de tous ceux qui se battent aujourd'hui pour l'émergence d'une réelle alternative à gauche.

*autocollants conçus par Ne Pas Plier dans la bataille du CPE

LA CULTURE OU LES CULTURES FACE AUX REVOLTES URBAINES

Beaucoup ont découvert, en novembre dernier, la jeunesse française qu'ils ne voulaient pas reconnaître comme la leur. Nous habitants de la relégation avons découvert une France qui a peur de nous et qui nous fait peur. Nous n'avons pas cherché à occuper l'espace médiatique par la violence et la mort. C'est la violence et la mort qui nous collent à la peau.

(...) Alors des jeunes ont répondu, exprimé leur colère, parce que deux jeunes comme eux sont morts électrocutés dans des conditions obscures. Des jeunes ont cassé et je comprends leur colère, mais je ne la justifie pas car elle est autodestructrice. En cassant des écoles (parce qu'elles symbolisent leur échec) ils s'automutilent. En s'attaquant aux moyens de transport, aux bâtiments sportifs, les jeunes s'auto-détruisent. Dès le début, parents, jeunes et femmes se sont adressés aux émeutiers pour leur dire « stop la violence ». (...) Mais la disparition progressive des organisations sociales et politiques, notamment le PCF et son réseau associatif, ont produit un terrible vide, laissant place au repli individuel, ethnique ou communautaire.

Alors nous, militants (e) qui pourtant admettons qu'un mouvement populaire peut être violent sans être craint du peuple car cette violence s'exprime dans un cadre, où étions-nous ? Un mouvement même spontané et né dans la colère, s'attache à créer des solidarités. Mais ces enfants, ces jeunes ont attendu la solidarité, on crevé de ne pas l'avoir, au milieu des réponses institutionnelles nauséabondes, d'un couvre feu néocolonial et de réactions coincées entre celles de la droite qui condamnent les voyous et les délinquants tout en soutenant le gouvernement et celles de la gauche qui condamnent les voyous et les délinquants tout en condamnant le gouvernement. (...)

La carence culturelle est criante. La Courneuve est à 8 mn de Paris, l'une des belles villes du monde, et pourtant combien d'enfants n'y ont jamais mis les pieds avec leurs parents ? Il y a de beaux centres culturels dans le 93, des programmes de qualité, l'un des plus grands festivals de musique. Combien dans nos populations y participent ? Une philosophe a parlé d'aphasie pour insulter les jeunes émeutiers. A qui la faute ? L'école n'a plus vraiment les moyens d'instruire, ni d'éduquer les enfants, elle est devenue

le plus souvent un lieu de contrôle (2 000 conseils de discipline par an dans le 93).

La responsabilité de l'éducateur est de proposer des mots, les plus beaux, les plus élevés, les plus utiles aux enfants mais la concurrence est rude en face, il faut le reconnaître.

La sous-culture a envahi nos quartiers et il n'est pas rare de trouver trois télévisions à l'intérieur d'un foyer, une pour les filles, une pour les garçons, une dans le salon.

Les parents, culpabilisés, se précipitent dans les hypermarchés où ils achètent à crédit « ces objets de culture », espérant que les enfants ne zoneront pas dans les halls d'escaliers. Ces enfants, livrés à eux-mêmes, regardent violent-

Nous pousser à être fier de notre misère intellectuelle, pour qu'ils nous maintiennent dans l'ignorance, nier notre appartenance au groupe social et nous maintenir à distance.

ce et pornographie, en alternance avec les émissions de télé-réalité. Dur pour les centres culturels et les associations.

Par ailleurs, une certaine « culture de banlieue » a été magnifiée par nos sociologues et spécialistes, voulant enfermer nos enfants dans l'abrutissement le plus complet.

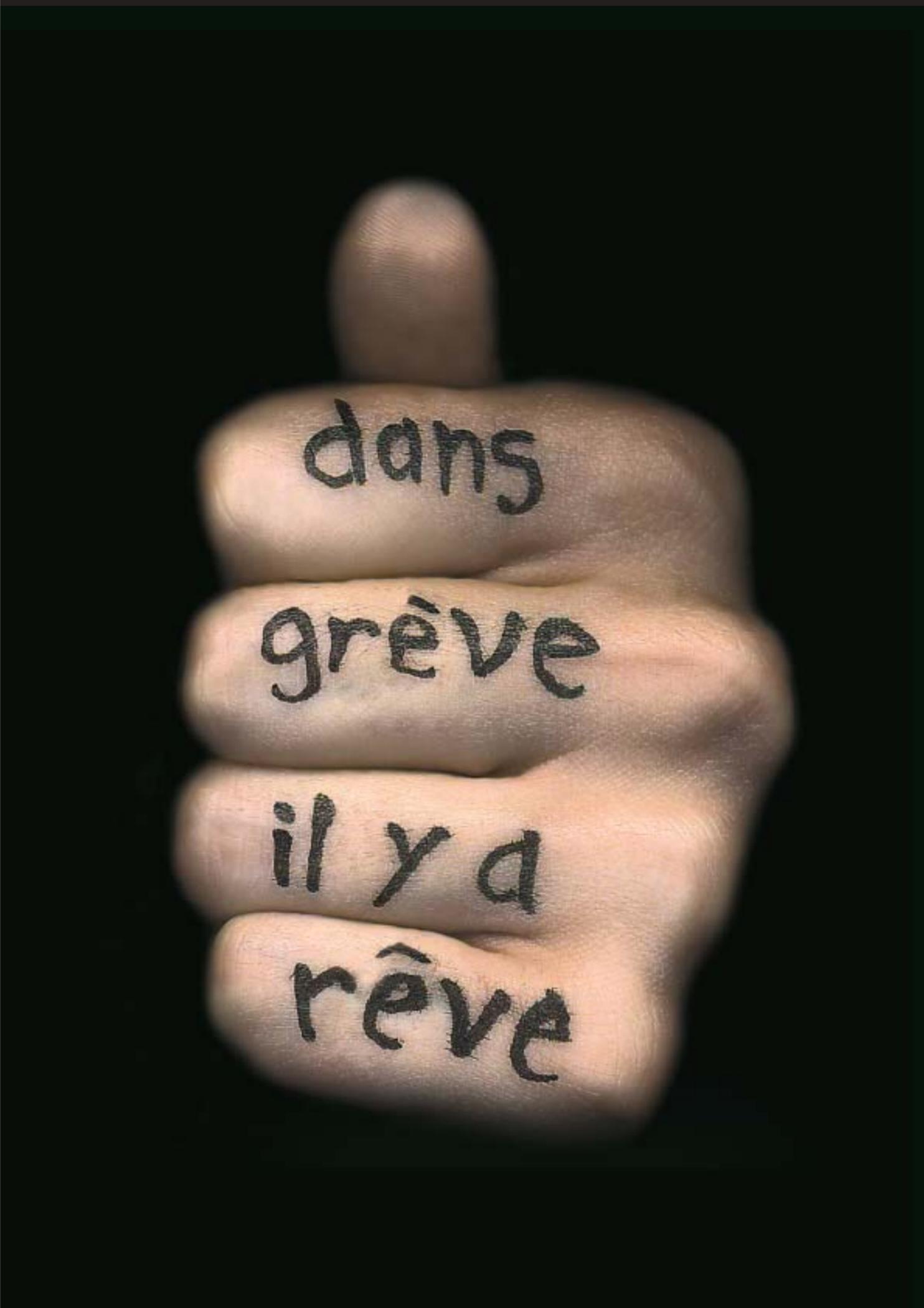
Si le rap, le slam ont gagné leurs lettres de noblesse, il ne faut pas sombrer dans cet espèce de « relativisme culturel », ou l'accent « racaille », la pauvreté du vocabulaire, risquent de devenir une nouvelle barrière de classe.

La fierté d'appartenance de banlieue ne doit pas se substituer à celle de classe et je pense que c'est pour cela qu'elle est encouragée. Nous pousser à être fier de notre misère intellectuelle, pour qu'ils nous maintiennent dans l'ignorance, nier notre appartenance au groupe social et nous maintenir à distance.

(...) N'en déplaise à nos fabricants d'opinions, malgré les milliards gâchés dans les révoltes (...), les jeunes émeutiers sont entrés en politique. Ils l'ont mal fait, par manque de culture politique, mais leur histoire a pris corps (...).

La culture, épanouissement individuel, prenant l'altérité pour objet, recherche de lien social, peut les ouvrir à notre histoire.

A nous d'accepter la leur.



LA SITUATION SEMBLE INEXTRICABLE

D'une part, les affrontements raciaux et communautaires ne paraissent pas devoir ni pouvoir être ralentis ni résolus dans le monde, il semble au contraire que les annonces faites ou les effets d'annonces dans les organes de presse contribuent à renforcer ce que nous ne pouvons appeler que des *écarts déterminants* (mais ici, à effets totalement négatifs) entre les divers groupes humains. Les premières « raisons » de ces affrontements apparaissent certes de nature économique, il s'agit presque à chaque fois d'exploiter une collectivité, mais une autre dimension s'y ajoute, comme un mystère de la relation entre humanités diverses, un inexplicable état de l'intolérance et du sectarisme, dont on ne voit pas comment résoudre l'énigme. Il y a par ailleurs ces spectaculaires et inarrêtables flux d'immigrants en provenance des pays pauvres de la Terre et vers les pays riches, leur flot et leur permanence contribuent à accréditer l'opinion qu'il existe bien des humanités et des sous-humanités. On n'y repère plus des bateaux négriers ni des expositions tapageuses d'habitants et de modes de vie indigènes, des films ethnographiques ni des films à la Tarzan, mais des tunnels sous les frontières, des barrages grillagés électriques des *boat people* de toutes catégories, des murs de centaines de kilomètres, des commentaires désolés et souvent condescendants. Les pays les plus riches, qui avaient eux-mêmes organisé sur leurs territoires les immigrations des individus les plus pauvres et les moins qualifiés, quand ces dits pays en avaient besoin pour leurs tâches les plus décriées et les moins rétribuées, indispensables cependant à la construction ou à

L'accueil et s'il se trouve l'intégration des immigrants ne pourraient être « réussis » qu'à partir d'une *politique de la Relation*, qui est encore à inventer, et dont d'ailleurs *tous les participants à la francophonie devraient être les tenants.*

leur reconstruction, ne veulent plus maintenant accepter que des immigrants à talents, comme au temps de l'esclavage des Plantations il y avait des *nègres de houe* (qu'on exténuait dans les champs de canne ou de coton) et *nègres à talents* (qui travaillaient dans les maisons des maîtres ou qu'on formait aux petits métiers de proximité, cuisiniers, cochers, cordonniers, joueurs de musique, etc.). Mais on ne peut pas construire ainsi une société à coups de rajustements soigneusement aménagés, une telle société serait de nature artificielle, proche des tableaux consternants des romans de science-fiction, elle n'aurait ni l'inspiration ni la vivacité d'un pays existant dans le monde et concevant et comprenant et abordant les problèmes du monde. Pour un pays comme la France par exemple, une politique systématique et prédéterminée de répression limitative de l'immigration serait incompatible avec la volonté ou la

prétention de participer à un vrai rassemblement de nature internationale, telle que la francophonie prétendrait l'être, il faudrait vraiment penser les problèmes de l'immigration et s'il se trouve de l'intégration des populations sur le sol français à partir de cette dimension internationale incontournable, et non pas en se cantonnant aux immédiats profits qu'on en pourrait, sur un plan local, aménager. L'accueil et s'il se trouve l'intégration des immigrants ne pourraient être « réussis » qu'à partir d'une *politique de la Relation*, qui est encore à inventer, et dont d'ailleurs *tous les participants à la francophonie devraient être les tenants.* Mais nous savons aussi que la plupart des pays pauvres n'ont aucun moyen de protéger leurs frontières contre une immigration d'une autre sorte mais aussi sauvage, celle des investisseurs qui exploitent leurs ressources pour des revenus qui s'en vont aussitôt ailleurs, ni par après de ramener à leurs frontières ceux de ces indésirables dont ils ne voudraient plus.

La situation semble inextricable, à moins de considérer l'extermination progressive mais définitive de tous les *immigrants de houe*, ou le parage de tous ces pays déshérités derrière les barbelés de concentration, et l'extinction mutuelle de tous les antagonistes raciaux et identitaires connus. Les humanités d'aujourd'hui auront pourtant la patience d'inventer, en marge des efforts politiques et sociaux qu'il faut mettre en pratique, et qu'il ne faut pas cesser de mettre en pratique, et elles auront la prévoyance aussi de poursuivre, les poétiques d'ensemble qui dirigent nos politiques générales. Le rééquilibrage économique du monde est une nécessité absolue, et nous ne pouvons cesser de le considérer, même si nous voyons le plus souvent qu'il s'agit là d'un vœu non suivi d'effet. En particulier, la réforme due au continent africain, dont le sous-développement a été sauvagement creusé puis maintenu par les Traités successives et par les colonisations, ne relèverait ni de l'aumône ni de la compassion, mais d'une mesure urgente d'utilité publique internationale. Notre monde a besoin d'une Afrique libérée, qui consacrerait enfin ses ressources d'abord à ses communautés. Les Afriques se défendent d'elles-mêmes, ainsi que tous ces peuples maintenus dans les enclaves de la sujétion, mais ils ont besoin de la protestation unanime des humanités.

De même, les inter-massacres identitaires ne cesseront pas, tant que ces mêmes humanités n'auront pas accepté de considérer l'identité de chacun, individu ou groupe, comme inaliénable et même dans sa relation à l'autre. Je peux changer en échangeant avec l'autre, sans me perdre pourtant ni me dénaturer. Le monde est inextricable, mais nous apprenons de plus en plus à vivre et à penser dans cet inextricable.

CE QUI POUSSE DANS LES CHAMPS DE COTON

L'Occident, quand il dit « histoire de l'art » ou « littérature contemporaine », c'est toujours de lui qu'il parle. L'autre, le vaincu de l'Occident n'a pas place dans l'universalisme impérial. Ou alors, c'est qu'il s'est glissé dans les généalogies du vainqueur. Un romancier africain est inclus dans la littérature universelle parce que le roman est un genre littéraire dont la généalogie remonte au cœur du cercle. Mais ce que l'Afrique produit de texte ou de formes en dehors de cette histoire et de ses usages, il n'y a pas de mots pour ça. Il y a la désinvolture de la pensée et les baudruches de catégories fourre-tout : arts premiers, francophonie, musiques du monde et *tutti quanti*.

Dans la perspective impériale de l'Occident, le « nous » qui n'ambitionne ni d'assimiler, ni d'intégrer, le vrai « nous » est sans voix. Cette exclusion prend le masque de différenciations culturelles, mais elle n'est pas culturelle, elle est raciale. Elle s'ancre dans la catégorie raciale de Blanc, dont elle constitue le sens et la vocation. Un Blanc est une personne dont le corps signale qu'elle n'a d'origine que parmi les Blancs. Les autres, tous les autres, même le moins teinté des *sang-mêlé* est exclu du cercle. « Jeunes issus de l'immigration », « jeunes de nationalité française », jeunes accablés d'adjectifs. Assignés par nature à l'altérité.

Néanmoins, ils sont partie du peuple. Il arrive donc qu'ils s'en souviennent. Et qu'ils se révoltent. Et comme le peuple dont ils sont partie ne leur a pas transmis les mots pour dire le « nous » qui les incluraient dans une perspective commune, qui les inclurait sans les soumettre, leur révolte est d'abord muette, ou vociférante, c'est pareil, d'abord solitaire, lâchée, relâchée, dépourvue des signes permettant d'engager la conversation. Désert de signes qui appelle, appelle la pluie. Ciel sec.

Tous, souvenons-nous que le jazz n'est pas tombé du ciel, qu'il a pris racine dans les champs de coton.



Jean-Pierre Thorn, cinéaste, « Groupe 24 Juillet », Société des Réalisateurs de Films (SRF)

PAS DE DÉMOCRATIE SANS LIBRE CRÉATION !

« ... Ne faire qu'un avec ce qu'on voit est mortel et ce qui sauve c'est toujours la production d'un écart libérateur »
(Marie-José Mondzain dans « L'image peut-elle tuer ? »)

Le contrôle des programmes de télévision n'a jamais été aussi grave. Une censure, sournoise et d'autant plus efficace, touche l'ensemble des émissions. Elle s'effectue par un contrôle constant des contenus, par un formatage généralisé des programmes : magazines, fictions ou documentaires (ce que Peter Watkins appelle « Monoforme » dans son ouvrage « Média crisis »). Il ne suffit plus de batailler pour la liberté d'expression politique dans les émissions d'information. Aujourd'hui les représentants des chaînes interviennent à tous les stades jusqu'aux dialogues, au rythme des téléfilms ou des fictions cinématographiques. Repoussant tous les regards singuliers qui interrogent le monde dans des cases de plus en plus difficiles à financer, de plus en plus tardives ou reléguées aux câbles locaux ou thématiques.

Jamais sans doute, on a vu s'étaler de la part des diffuseurs un tel cynisme et un tel mépris du spectateur et des créateurs. Aujourd'hui des dirigeants de chaînes, des producteurs, des grands communicants, vous disent « off record » qu'il n'y a plus besoin de réalisateurs à la télévision : « Si tu veux travailler dans mon magazine tu prendras la place du caméraman ». Le contrôle sur les programmes va de pair avec un bradage des coûts, une dégradation des conditions de travail, du statut social des auteurs et évidemment de tous les métiers de l'audiovisuel.

Après les émeutes de l'automne en banlieue, on assista à un vague mouvement d'autocritique de responsables des médias et de nos gouvernants... Mais six mois après qu'est ce qui a changé ? Rien ! Quand pourrons-nous enfin recevoir la parole des banlieues grâce à des documentaires dignes de ce nom réalisés à partir de pratiques de cinéastes qui iraient à la rencontre de l'Autre ?!

Ce qui tue la télévision, l'asservit au marché, c'est que - contrairement au cinéma s'organisant autour du principe de « l'exception culturelle » - elle ne se place que dans la perspective d'une économie de la demande, sans régulations ! A coups de marketing, d'études qualitatives, de sondages d'opinion... on va nous prouver que c'est ça les programmes que les français veulent majoritairement. Or

La culture, l'art, le questionnement, l'humour, la provoc, la poésie... ne naissent JAMAIS du côté de la seule demande - par définition consensuelle - mais d'abord dans la tête de créateurs solitaires et un peu fous, mais nécessaires. L'industrie culturelle est une économie de l'offre... sinon elle s'assèche.

renouveler l'offre - les fameuses « *commissions d'avance sur recettes* » - qui vont mettre en chantier des projets atypiques, avant toute décision des distributeurs, des circuits de salles ou des télévisions... Pourquoi ce qui existe dans le cinéma, n'existerait pas à la télévision ?

Nous proposons que soit instauré un *Fonds sélectif d'aide à la création, déconnecté de l'apport préalable d'un diffuseur*, selon des mécanismes et des montants analogues à ceux qui prévalent dans le cinéma (*commissions indépendantes et pluridisciplinaires*). Ce fonds, financé à haut niveau (par une taxe prélevée sur le chiffre d'affaire publicitaire), distribuerait des sommes conséquentes (sur la base de 50 % des budgets de production) permettant aux auteurs et producteurs la mise en chantier d'œuvres singulières et hors normes, rétablissant une diversité de l'offre dans laquelle les télévisions pourraient ensuite puiser et participer éventuellement à leurs coproductions.

Aujourd'hui *Le grand perdant* c'est le *spectateur* condamné à n'être que consommateur passif d'une télévision sans diversité : un média lisse, mortifère. C'est donc bien de démocratie dont il s'agit !

Pour une appropriation populaire des médias, propositions du pcf - http://www.pcf.fr/?iddoc=5711&idcol=18

Francis Parny, responsable national du PCF

MÉDIAS, CULTURE, CRÉATION : QUELS CROISEMENTS ?

Ces cinquante dernières années, deux mouvements contradictoires ont façonnés le monde de la création artistique et son économie. La Libération et les décennies qui suivirent auront vu le développement de politiques culturelles publiques de soutien à la création et à la diffusion des oeuvres : inscription dans le préambule de la constitution de 1946 d'un droit d'accès à la culture, création d'un ministère des affaires culturelles, TNP, maisons de la culture, dispositifs de soutien à la création et d'action culturelle, ... Même si cette politique a vite atteint ses limites, notamment en écartant de son champ l'éducation populaire, cet engagement public a participé d'une démocratisation de l'accès aux arts, à la culture pensée comme levier de l'émancipation individuelle et collective et appréhendée, selon le mot de Jean Vilar, « comme un service public, tout comme le gaz, l'eau, l'électricité ».

Mais dans le même temps, la culture aura fait l'objet d'une marchandisation progressive et accélérée par l'emprise croissante du dogme libéral sur notre société. A côté des batailles menées sur la nécessité de garantir la diversité ou l'exceptionnalité de la culture, celle-ci n'a cessé de devenir un peu plus l'objet d'un commerce planétaire, d'enjeux financiers et une source de profits. Soumise à la pression du marché et au formatage des médias, la création se trouve bien souvent entravée ou exilée. Le « tout marché » subvertit toute ambition de libération et d'émancipation humaine et, par le prisme des médias, convertit l'industrie culturelle en outil de domination économique, d'asservissement des créateurs, du patrimoine et des consciences.

Soyons clairs : nous sommes nombreux à partager l'objectif de donner un nouvel élan à la diffusion de la création dans toute la société. Mais nous n'y parviendrons pas sans nous attaquer directement à la financiarisation et à la concentration des médias : il faut libérer le paysage médiatique de la pression de l'argent et de l'audimat. Et replacer artistes et citoyens au cœur de cet espace. Cette reconquête que depuis trente ans la gauche s'est refusée à engager, ne peut plus être différée.

Si nous considérons effectivement la culture, l'information et le divertissement comme des biens communs à partager, nous devons travailler à une reconquête citoyenne de l'espace médiatique. C'est le sens des propositions que le parti communiste français formule et met en débat. Parmi l'ensemble de celles-ci, nous proposons, par exemple, de refonder un véritable pôle public des médias, émancipé du poids de l'audimat et refinancé par la création d'une taxe sur les recettes publicitaires dans les médias privés. Ce financement renforcé du service public permettra de supprimer toute publicité dans l'audiovisuel public. Nous entendons également nous attaquer directement à l'oligarchie financière sur les médias

par une véritable loi contre les concentrations. Enfin, nous voulons garantir, par la création d'un fond de soutien à l'expression audiovisuelle citoyenne, l'existence et le développement des médias alternatifs à but non-lucratifs, viviers de l'esprit critique et de la création, dramatiquement laissés en jachère.

En engageant cette appropriation populaire des médias, nous voulons rendre possible un nouvel espace de liberté pour les artistes et les citoyens.



Frédéric Dutoit, député communiste, membre du Comité de Suivi

LA LUTTE DES INTERMITTENTS DURE MAINTENANT DEPUIS TROIS ANS.

Le protocole de 2003 a largement démontré sa nocivité puisqu'il a aggravé le déficit injustement imputé aux artistes tout en excluant, ces deux dernières années, 20 000 artistes et techniciens du spectacle de la solidarité interprofessionnelle.

Et rien n'est résolu, l'impuissance démissionnaire du Ministre de la Culture est patente.

Il ne se trouve plus aucune centrale syndicale pour apposer sa signature sous les nouvelles propositions catastrophiques du MEDEF.

Il y a urgence, pour les artistes, les techniciens, pour la culture, à sortir de la crise.

Pour les parlementaires communistes et apparentés, les professions du spectacle et de l'audiovisuel sont en danger et, sans ces professions, il n'y a pas de culture.

Nous nous prononçons pour une véritable démocratie culturelle qui reconnaisse et s'enrichisse des apports de tous et dans laquelle la création puisse être appropriée par l'ensemble des citoyens.

Nous disons que notre pays pourrait être fier de consacrer 1 % des richesses créées (le Produit Intérieur Brut) à l'investissement dans la culture.

Nous exigeons, à l'unisson du Comité de Suivi qui réunit des parlementaires de tous les groupes et les organisations syndicales et professionnelles du spectacle vivant et du cinéma, l'examen et le vote par le parlement de la proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma.

Dominique Bucchini, conseiller régional corse

S'APPROPRIER UNE IDENTITE ET UNE CULTURE EN MOUVEMENT PERPETUEL

La révolution des moyens de communication et d'information transforme les identités nationales. La globalisation culturelle standardisée, la construction européenne elle-même sinon le capitalisme mondialisé, exacerbent le besoin d'un retour aux sources mais aussi celui de découvrir. Face à un système qui broie les hommes, leur statut social, leurs origines, le rejet et le repli dominant. Le passé et les valeurs « ancestrales » deviennent parfois à tort de nouvelles références pour des rapports sociaux non laïques fondés sur une conception ethnique voire communautariste.

Défendre le patrimoine culturel de la Corse dans toutes ses dimensions artistique, littéraire et architecturale ne peut se confondre avec une vision étroite de la société fondée sur le droit du sang. Notre richesse culturelle tient à la fois de la tradition et de la modernité. Son avenir ne peut se concevoir durablement si sa particularité, promue par un nationalisme diviseur, fait obstacle à l'universalité culturelle. Il en est ainsi de l'enseignement obligatoire du Corse revendiqué comme une étape vers l'indépendance de la Corse. Inversement, pour Jean Baptiste MARCELLESI, sociolinguiste mondialement reconnu, « Sauver le corse c'est sauver le bilinguisme franco corse... déclarer son attachement au corse et au français ».

Au-delà de la ratification de la Charte européenne des langues régionales, la France doit à la fois préserver son exception culturelle mais également consacrer les moyens, humains techniques et financiers, nécessaires à une réelle promotion des langues et cultures régionales. Dans un cadre national cette politique devrait afficher une ambition décentralisatrice forte donnant aux régions la capacité d'adapter les objectifs communs aux particularités de chacune d'elle. S'il est impératif de combattre la marchandisation du libéralisme, il nous faut également s'approprier une identité et une culture en mouvement perpétuel.

Geneviève Humbert, administratrice de compagnie théâtrale, responsable syndicale SYNPTAC-CGT

URGENCE

C'est un fait indiscutable, la négociation sur les annexes 8 et 10 - artistes et réalisateurs, techniciens du spectacle, du cinéma et de l'audio-visuel - est terminée et le protocole du 18 avril 2006, dernière mouture soumise à signature a accouché d'une souris. La CGT et FO avaient annoncé le jour même qu'elles n'apposeraient pas leur signature et finalement, un mois plus tard, la CFDT a refusé la sienne, du moins jusqu'à la tenue de son congrès, n'assumant pas de mettre en application les nouvelles règles qu'elle avait elle-même concoctées avec le MEDEF.

A défaut d'un nouveau règlement, c'est le protocole de 2003 qui continue de s'appliquer jusqu'à... fin 2008. Un protocole qui élimine à l'aveugle les professionnels du droit à l'assurance chômage (25 000 ont été « repêchés » par le fond transitoire depuis le 1^{er} janvier 2004).

Il y a maintenant plus de 10 ans, Jacques Toubon, alors ministre de la culture disait que le sujet était trop grave pour le laisser aux mains des seuls partenaires sociaux.

Belle prémonition !

Depuis plus de 20 ans, la politique de l'emploi, et au-delà du soutien de l'Etat à la culture, a totalement précarisé les professionnels que nous sommes. Toute l'institution, les théâtres fixes et permanents ont recours à l'intermittence des techniciens pour maintenir leur théâtre en ordre de marche et accueillir des compagnies et des artistes... intermittents.

Cette année, le gel budgétaire de 5 % imposé sur l'ensemble des subventions aggrave encore plus la situation de l'emploi et si, après l'été 2003, certaines compagnies professionnelles ont eu la volonté de changer leur attitude sur les rythmes et la durée des contrats de travail, elles se trouvent face à un choix surréaliste : soit accepter de travailler à des taux horaires défiant toute concurrence, soit créer des spectacles avec 3 acteurs, sans décors construits, avec des costumes achetés dans des solderies et des lumières qui se règlent en 4 heures.

L'exception culturelle prend l'eau !

C'est bien aux élus de la République, locaux ou nationaux, de reprendre la main sur ce dossier. C'est aux parlementaires du « comité de suivi » d'apporter par la loi la solution au conflit sur l'assurance chômage et le cadre d'une politique culturelle digne de son exception.

Olivier Gebuhrer, mathématicien

QUATRE MOTS

Fractionnement, fractalisation

En tentant de caractériser le projet de société de Mr Sarkozy, Patrice Bessac, au dernier Conseil National du PCF a utilisé le mot « fractionnement de la société ». Les mathématiciens connaissent bien les fractals : ce sont des objets qui résultent de l'application de contraintes externes quasi antagoniques les unes aux autres (un antagonisme absolu rendrait l'existence de l'objet impossible). Quand on impose des conditions externes de ce type (par exemple une masse liquide infinie projetée sur une masse solide quasi inaltérable infinie avec répétition périodique... Voir la côte bretonne), on obtient un système hautement instable (que de petites variations des conditions initiales modifie essentiellement), (dans notre exemple, penser à un météorite qui altérerait la masse de la lune). Mais ce qui est fondamental est que dans de telles conditions, le système ne peut évoluer de façon interne que d'une seule manière : les contradictions internes au système ne peuvent à aucun moment trouver le moyen interne à leur dépassement et par suite chaque partie du système est contrainte de reproduire à l'identique la totalité des contradictions internes de l'ensemble, et ceci indéfiniment. Les réservoirs d'idées du courant libéral aux Etats-Unis ont poli ces conceptions sur une période de plus de 20 ans et c'est ce que Mr Sarkozy adopte pour programme ; c'est assez dire son caractère nocif et redoutable ; on notera que ce sont ces caractéristiques mêmes qui expliquent l'effondrement de la pensée de la gauche socialiste classique et son attraction pour ce type de modèle social si l'on ose dire. Il est douteux qu'on puisse assez insister sur la signification de la « rupture » sarkozyenne.

Causes

Mr Sarkozy a une véritable phobie de la recherche des causes qui engendrent la violence dans notre société. L'élimination de toute recherche causale est à l'œuvre dans toute les réformes successives de programmes scolaires. Cela va de la « fin » de la démonstration en mathématiques à l'élimination pure et simple de la recherche des causes en histoire. L'éradication de la recherche des causes est l'un des fondements du corpus d'idées de la droite libérale.

Représentations

Il n'y a peut-être pas d'idée plus importante dans la mathématique d'aujourd'hui mais quoi qu'il en soit, on voit assez à ce qui précède, l'importance de la dimension scientifique et technique dans toute acception de la culture qui donne aux êtres humains la possibilité d'être acteurs dans la construction de leur destin. C'est l'infinité de ces représentations qui donne à l'être humain sa capacité de comprendre le monde et de le transformer.

Citoyenneté

On mesure mieux ainsi ce que l'exercice d'une citoyenneté pleine suppose comme conception de la culture. En même temps que la libération nécessaire des contraintes externes dont on a parlé plus haut. C'est le cœur même de toute alternative.

DEBATS DU PCF SUR AVIGNON

12 juillet à 14h, cinéma Utopia

Projection du Film : *Allez Allah* de Jean-Pierre Thorn sur les Caravanières de la Marche des femmes suivi d'un débat sur :

DROITS DES FEMMES, UNE QUESTION MONDIALE.

Jean-Pierre Thorn, réalisateur

Les Caravanières : Marie-Martine Chambard, Zahra Cherbi

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF

Francis Parny, responsable national du PCF à la culture

Zazi Sadou, féministe

Fabienne Haloui, secrétaire départementale du Vaucluse

12 juillet à 19h, cloître Saint-Charles

QUELLE ALTERNATIVE POLITIQUE ? QUELLE PLACE POUR LA CULTURE DANS CETTE ALTERNATIVE ?

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF

Stéphanie Loik, metteur en scène

Claude Debons, appel à des candidatures unitaires

Arnaud Meunier, metteur en scène

Hassan Kassi Kouyaté, metteur en scène

19 juillet à 18h, jardin des cultures d'Europe

EMANCIPATION ET DEMOCRATIE CULTURELLE

Florian Salazar-Martin, président de la FNCC

Francis Parny, responsable national du PCF

Marc Slyper, syndicaliste

Karine Noulette, co-directrice d'Emmetrop - friche de l'Entrepeau

Agnès Bourgeois, metteur en scène, comédienne

23 juillet à 12h, cinéma Utopia

A QUELLES CONDITIONS POURRAIT-IL Y AVOIR DE LA CREATION A LA TELEVISION ?

Jean-Pierre Thorn, réalisateur

Aline Pailler, journaliste, Acrimed

Agnes Tricoire, avocate spécialiste de la propriété intellectuelle, déléguée de l'Observatoire de la liberté de création de la LDH

Pierre-Oscar Levy, réalisateur, SRF

Philippe Laïk, réalisateur, groupe 25 images

Francis Parny, responsable national du PCF

LES CARAVANIERES VENUES DU SUD A LA RENCONTRE DES FEMMES DU NORD : ENSEMBLE POUR L'EGALITE DES DROITS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Du 12 au 21 mai 2006, les Caravanières venues du Sud ont planté leurs tentes berbères dans différentes villes de France, sous l'impulsion de Femmes contre les intégrismes (Fci). La première caravane avait eu lieu en Rhône-Alpes en 2004. Celle de 2006 a circulé dans un grand quart nord-est de la France : de Lyon à Strasbourg, puis Paris, Montreuil, La Courneuve et Dijon. Partout, des associations partenaires ont relayé et accueilli à chaque étape la quarantaine de personnes, hommes et femmes, qui a circulé en car de ville en ville.

Les objectifs : faire avancer les droits des femmes, décortiquer les conventions et les statuts les codes de statut personnel (comme le code de la famille en Algérie, surnommé « le code de l'infamie »), mettre en lumière les discriminations de tous ordres qui enferment les femmes dans un statut ou une « nature » féminine.

Les Caravanières venues du Sud sont des militantes venues du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et de France : toutes sont engagées sur les droits des femmes et la liberté d'expression. Au sein de cette caravane à laquelle se sont joints quelques hommes, notons la présence de journalistes, avocat-e-s, formateur-e-s, membres d'associations spécialisées. Toutes et tous sont convaincus que c'est d'abord en levant la chape de silence qui recouvre trop souvent ces questionnements que les sociétés, ici et là-bas, pourront progresser. De nombreux débats sous la tente et des rencontres avec des élu-e-s, des écrivain-e-s, des témoins des violences dont sont victimes les femmes ici et là-bas ont ponctué la route des Caravanières.

Pour mettre en mouvement les Caravanières venues du Sud, Fci s'est inspirée de l'expérience de la Ligue démocratique des droits des femmes (Lddf) dont les caravanes sillonnent régulièrement différentes régions du Maroc.

Pour les Caravanières : Caroline BRAC "20 ans barakat!", Marie-Martine CHAMBARD Fci, Zahra CHERBI Fci, Leïla TERTAG

Site des Caravanières venues du Sud : www.fci-asso.org

APPEL MARIE-GEORGE BUFFET

Il y a un gouffre entre ce que vous attendez, ce que vous exprimez dans les luttes sociales, et les politiques menées depuis des décénies.

Et la gauche en qui beaucoup ont placé un espoir, à trois reprises a beaucoup déçu.

Nous-mêmes n'avons pas toujours été à la hauteur de ces espoirs.

Depuis trop longtemps, les volontés de changement n'arrivent pas à se traduire dans les urnes. Nous voulons mettre fin à cette situation qui blesse la démocratie et provoque tant de mal-vie. Il y en a assez du renoncement, de la violence sous toutes ses formes, du dépérissement des droits, de la crise économique, sociale et démocratique.

Il faut rompre avec les logiques libérales et capitalistes qui nous conduisent à des malheurs grandissants.

La question de 2007, n'est pas de savoir comment se dénoueront les chocs des ego présidentiels, plutôt : sera-t-il possible, cette fois-ci, d'élire une politique qui change vraiment la vie ?

La question de 2007, n'est pas de savoir comment se dénoueront les chocs des ego présidentiels, plutôt : sera-t-il possible, cette fois-ci, d'élire une politique qui change vraiment la vie ?

Y aura-t-il un moyen pour vous d'exprimer vraiment votre voix ?

Y aura-t-il un moyen de se rassembler majoritairement sur un projet vraiment courageux ?

J'ai la conviction que c'est possible. A condition de ne pas se figer dans les clivages du passé et les habitudes. A condition d'en finir avec ce bipartisme et ces alternances sans perspectives. A condition de chercher à rassembler toutes les énergies

antilibérales pour bouleverser la donne. Ce n'est pas une douce folie, ce n'est pas du vent : le 29 mai, c'est cela que nous avons fait ensemble. Et nous avons gagné. Tout cela ne peut pas rester lettre morte. Il y a devant nous une chance historique, et des attentes immenses.

Lors de leur congrès, les communistes ont lancé un appel à toutes les forces, à tous les hommes et les femmes qui veulent en être dans leur diversité, pour construire un grand rassemblement populaire et antilibéral. Mais pour que cela ait lieu, il faut que les citoyennes et les citoyens interviennent, qu'ils disent ce qu'ils souhaitent. Dans les forums, dans les rencontres publiques de la gauche, nous vous invitons à venir nombreuses et nombreux pour apporter votre pierre à cette dynamique. Pour réussir, ensemble, nous avons besoin de tous. Je m'adresse à vous, parce que sans vous, cela risquerait fort de ne pas se faire et surtout, cela n'aurait pas de sens. La politique, la gauche, doivent être votre propriété.

Construisons ensemble un programme à partir des luttes, du bouillonnement de débats qui se fait jour depuis près d'un an. Et construisons ensemble, pour les législatives et la présidentielle, des candidatures capables de porter ce programme, capables d'incarner ce rassemblement dans sa diversité de forces politiques et sociales et de personnalités. Pour la Présidentielle, qui empoisonne la vie politique, nous proposons qu'un homme ou une femme issu de notre parti puisse incarner cela, à la façon dont nous l'avons fait lors de la campagne du référendum : en garantissant la place de chacune et chacun, en travaillant à une nouvelle victoire partagée. Il faut en débattre et lever les blocages.

Si nous parvenons à constituer ce rassemblement, avec la volonté de faire bouger toute la gauche, et de donner toute sa place à la dynamique populaire antilibérale, alors nous pourrons battre la droite et réussir à gauche en changeant vraiment et enfin la vie.

J'ai espoir. Beaucoup d'espoir. Je sais que par le passé la politique vous a beaucoup déçu, en ne répondant pas à vos besoins, vos attentes, vos aspirations. C'est à cela que nous voulons mettre fin.

www.mgbuffet.org